

## Rapport d'activité 2006

### Un réseau couronné de succès / des thèmes difficiles

L'Initiative des villes : politique sociale a franchi une année très riche en tâches et activités diverses. Les villes ont uni leurs forces pour s'atteler aux dossiers de la révision de la législation sur l'asile et sur les étrangers, de la 5<sup>ème</sup> révision de la loi sur l'AI, de la politique familiale, des questions d'intégration sociale et professionnelle (entreprises sociales, chômage des jeunes), de la coopération entre l'AI, l'assurance-chômage et l'aide sociale (CII-MAMAC) et de l'inspection sociale / des abus de l'aide sociale. Cette coopération réjouissante au sein du réseau de l'Initiative des villes ne doit pas voiler le fait que les résultats de celle-ci sont mitigés. La tendance générale à répercuter les coûts sociaux sur les communes perdure (révision de la loi sur l'AI, révision concernant la Caisse de chômage, acceptation de la révision de la loi sur l'asile et de la nouvelle loi sur les étrangers). La méfiance collective, attisée de manière ciblée, et les constants reproches d'abus à l'encontre des institutions et des personnes de l'aide sociale laissent des traces et constitueront un défi pour l'Initiative des villes ces prochaines années également. A l'avenir, l'Initiative des villes devra redoubler d'efforts dans le domaine de la communication.

### Stratégie 2015 / la gestion des limites

L'Initiative des villes : politique sociale est un acteur en vue sur la scène fédérale de la politique sociale. Elle y est perçue comme une interlocutrice compétente, dont les avis méritent d'être pris au sérieux. Cette position, l'Initiative des villes l'a construite par un engagement constant et techniquement compétent. Toutefois, ce succès et l'éventail des thèmes traités par l'Initiative des villes ont leur prix : le fardeau des tâches au sein des divers organes de l'association s'est constamment alourdi au fil des dernières années. C'est pourquoi le Bureau a décidé de lancer en 2007, au sein de l'Initiative des villes, une discussion en matière de stratégie, de gagner une vision d'ensemble et de fixer les domaines et les thèmes dans la perspective du travail futur. Cette discussion doit se dérouler parallèlement à la révision des structures et des ressources actuelles de l'Initiative des villes.

### Réseau de l'Initiative des villes

L'Initiative des villes et ses 46 villes membres ont tenu à travailler aussi efficacement que possible, avec des structures minimales, à des thèmes sociaux ou aux manifestations de l'association. Cet objectif suppose une bonne coopération des divers partenaires impliqués.

### - Le Bureau de l'Initiative des villes : politique sociale

L'Initiative des villes : politique sociale a été dirigée par Ruedi Meier, conseiller municipal et directeur des affaires sociales de Lucerne (président depuis 2002) et par Marianne Huguenin, conseillère nationale et conseillère municipale de Renens (vice-présidente jusqu'en 2006; depuis 2007, la vice-

Präsidium  
Ruedi Meier  
Sozialdirektor, Luzern

Vice-Présidence  
Jean-Christophe  
Bourquin, directeur  
Sécurité sociale et  
l'environnement,  
Lausanne

**Geschäftsstelle**  
**Stadt Luzern**  
**Sozialdirektion**  
**Marcel Schuler**  
**Hirschengraben 17**  
**6002 Luzern**  
**T 041 208 81 32**  
**F 041 208 87 39**  
Staedteinitiative@  
stadtluzern.ch

**www.**  
**staedteinitiative.ch**

Secrétariat Suisse  
latine  
Initiative-villes@  
lausanne.ch

présidence est assurée par Jean-Christophe Bourquin, conseiller municipal et directeur des affaires sociales de Lausanne), par Maja Ingold, conseillère municipale et directrice des affaires sociales de Winterthour (depuis 2002) et par Edith Olibet, conseillère municipale et directrice de la formation, des affaires sociales et du sport de la ville de Berne (depuis 2005).

#### **- Secrétariat de Lucerne / démission du responsable du Secrétariat de Lausanne**

Philippe Meystre, secrétaire général de la Direction de la sécurité sociale et de l'environnement de Lausanne, a assuré jusqu'en automne 2006 l'administration et la coordination de l'Initiative des villes : politique sociale pour la Suisse romande. En Suisse alémanique, la conduite des affaires est assumée par Marcel Schuler, chef d'état-major, et Nicole Bucher, collaboratrice au secrétariat de la Direction des affaires sociales de Lucerne. Malheureusement, il n'a pas été possible à cette date de repourvoir le poste de Philippe Meystre au Secrétariat romand.

#### **- Groupe de travail des chefs de service**

Du point de vue technique, l'Initiative des villes : politique sociale a reçu l'appui d'experts des villes membres. Les chefs de service ont assuré le contact direct dans les villes avec les acteurs du travail social de base. Ils sont les «sismographes» des problématiques sociales. Ils ont prêté leur concours lors des consultations, pour élaborer des documents consultatifs et préparer les contenus des conférences de printemps et d'automne. Le groupe de travail des chefs de service a été conduit par Michael Hohn, chef de l'Office des affaires sociales de la ville de Berne.

#### **- Collaboratrices spécialisées**

Pour certains mandats et problématiques, l'Initiative des villes : politique sociale s'est appuyée sur des spécialistes externes. Il s'agit notamment de Frauke Sassnick Spohn, de SaS Büro für Sozialpolitik, en qualité de collaboratrice scientifique, de Marietherese Schwegler, spécialiste de la communication et de Renate Salzgeber, collaboratrice scientifique engagée dans le cadre du rapport sur les indicateurs.

#### **- Groupes de travail**

Des groupes de travail spécialisés traitent de thématiques prioritaires au sein de l'Initiative des villes : politique sociale :

**le groupe de travail «indicateurs»,** pour l'établissement et l'interprétation du rapport annuel sur les indicateurs;

**le réseau «asile»,** chargé d'élaborer des prises de position en matière de politique d'asile.

#### **- Travail au sein d'instances politiques et sociopolitiques**

La présence de l'Initiative des villes : politique sociale au sein d'autres organisations politiques et sociopolitiques et/ou une bonne coopération

avec de telles organisations ont joué un rôle décisif pour permettre à l'Initiative des villes de représenter avec succès, au niveau fédéral, les intérêts essentiels qu'elle défend.

L'Initiative des villes était représentée au sein des instances et organisations suivantes :

- **Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS),**
- **groupement «Perspective Politique familiale»,**
- **Conférence tripartite des agglomérations (CTA),**
- **projet CII-MAMAC.**

L'Initiative des villes a étroitement coopéré avec les instances suivantes :

- **Association des communes suisses (ACS),** Sigisbert Lutz, secrétaire général, Maria Luisa Zuercher-Berther,
- **Union des villes suisses (UVS),** Marcel Guignard, président, Urs Geissmann, directeur,
- **Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS),** Walter Schmid, président, Ueli Tecklenburg, secrétaire général.

#### **Effectif des membres à fin 2006**

Total des membres : 46 villes. Adhésion de Binningen (BL), sorties de La Tour-de-Peilz, de Pully et de Vevey.

#### **Remerciements**

L'Initiative des villes : politique sociale a réalisé un travail considérable en 2006. Nous adressons nos sincères remerciements à toutes les personnes qui se sont engagées, sous une forme ou sous une autre, en faveur de ses causes.

Initiative des villes : politique sociale

Ruedi Meier, président

Marcel Schuler, responsable du Secrétariat pour la Suisse alémanique

Lucerne, 25 avril 2006